

Afrique

Progression régulière vers les engagements de la TICAD VI et premiers pas vers ceux de la TICAD 7

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2018)

Afrique
Total : **125 136**
(Unité : millions JPY)



	Montant par pays (Unité : millions JPY)	Part du total		Montant par pays (Unité : millions JPY)	Part du total
Kenya	28 095	22,5 %	Soudan	2 864	2,3 %
Mozambique	14 528	11,6 %	Cameroun	2 529	2,0 %
Ouganda	8 803	7,0 %	Zimbabwe	2 394	1,9 %
Éthiopie	7 535	6,0 %	Ghana	2 186	1,7 %
Tanzanie	6 962	5,6 %	Burkina Faso	2 086	1,7 %
Rwanda	6 530	5,2 %	Nigéria	1 601	1,3 %
Côte d'Ivoire	4 698	3,8 %	Malawi	1 527	1,2 %
Madagascar	4 343	3,5 %	Afrique du Sud	963	0,8 %
Soudan du Sud	3 996	3,2 %	Angola	501	0,4 %
Sénégal	3 970	3,2 %	29 autres pays	15 888	12,7 %
République démocratique du Congo	3 139	2,5 %			

Le montant par pays représente l'aide de la JICA, tous programmes confondus, à savoir la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), la coopération pour le financement et les investissements (décaissements) et les dons (nouveaux A/D conclus) pour l'exercice 2018.

Notes :

- Les chiffres excluent la coopération multi-pays, multi-régions et avec les organisations internationales.
- Seuls les pays où se trouve un bureau de la JICA sont indiqués sur la carte.

durant les préparatifs de la TICAD 7, organisée en août 2019, la JICA a poursuivi ses discussions avec le gouvernement japonais et les organisations liées, les gouvernements africains, les organisations internationales et les entreprises du secteur privé autour des mots clés d'« innovation » et de « collaboration avec le secteur privé ».

Initiatives de la JICA

Contribution pour la réalisation des engagements de la TICAD VI

L'exercice 2018 a été la dernière année de l'« initiative TICAD VI du Japon » (2016–2018) annoncée par le gouvernement japonais lors de la TICAD VI. Au cours de ces trois dernières années, la JICA a redoublé d'efforts pour atteindre les engagements pris par le gouvernement japonais à travers cette initiative.

1. Aide au développement des ressources humaines dans le cadre de l'initiative ABE

Au cours des trois dernières années, 746 étudiants ont été acceptés dans le cadre de l'initiative ABE (African Business Education for Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains. En collaboration avec le programme de développement des ressources humaines de l'Association pour la coopération technique à l'étranger et les partenariats durables (AOTS), la JICA a atteint sa cible de formation de 1 500 étudiants sur trois ans. La JICA contribue également à l'organisation de stages dans des entreprises japonaises, d'événements de réseautage et de programmes de suivi pour permettre aux participants retournés dans leur pays natal d'être des « guides » pour les entreprises japonaises implantées en Afrique.

2. Aide aux investissements dans des infrastructures de qualité

La JICA apporte une aide pour le développement d'infrastructures énergétiques et de transport dans les trois régions prioritaires du corridor nord, du corridor de Nacala et de l'anneau de croissance d'Afrique de l'Ouest avec près de 120 milliards JPY de prêts d'APD et 30 milliards JPY de dons sur trois ans. Des groupements d'entreprises pilotés par des sociétés japonaises ont réalisé de nombreux projets, notamment pour le port de Mombasa au Kenya, le port de Nacala au Mozambique, le pont sur le Nil en Ouganda et la centrale géothermique d'Olkaria au Kenya. Grâce à ces projets, les investissements dans des infrastructures de qualité commencent à porter leurs fruits.

3. Promotion de la CSU et de l'initiative IFNA

Le Kenya, le Sénégal et le Ghana ont été sélectionnés en tant que pays modèles pour la promotion de la couverture santé universelle (CSU)*, et la JICA assure une coopération associant des programmes

* La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

Problèmes régionaux

La sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI), organisée en août 2016, a passé en revue les défis émergents et les évolutions du continent africain en identifiant trois domaines prioritaires : (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Le gouvernement japonais a annoncé qu'il investirait dès 2016 un total de 30 milliards USD (environ 3 000 milliards JPY) en Afrique sur une période de trois ans sous forme de partenariats public-privé.

Alors que des nouveaux besoins de coopération sont apparus

de prêt à l'appui des politiques de développement (Kenya, Sénégal) et des projets de coopération technique pour ces pays. Concernant l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA ou Initiative for Food and Nutrition Security in Africa), la JICA a créé le secrétariat de l'IFNA au sein de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et elle élabore et propose des stratégies nationales pour dix pays. La JICA a également envoyé près de 350 partenaires d'action pour la nutrition, notamment des volontaires de la JICA, dans 29 pays.

4. Soutien aux mesures de prévention des maladies infectieuses

Les projets débutés avant la TICAD VI commencent à produire des résultats. Par exemple, le nouveau Centre de recherche avancée sur les maladies infectieuses a été terminé en mars 2019 à l'Institut Noguchi pour la recherche médicale, au Ghana, à l'occasion du 40^e anniversaire de la création de l'Institut. Un laboratoire de niveau 3 de biosécurité (BSL-3), permettant aux techniciens de manipuler des pathogènes hautement infectieux, dont le virus Ebola, a été construit pour détecter et endiguer rapidement les épidémies de maladies infectieuses.

5. Initiatives pour l'eau et l'assainissement

Dix années se sont écoulées depuis la création de l'équipe d'action pour la sécurité de l'eau annoncée par le gouvernement japonais lors de la TICAD IV en 2008. Jusqu'en juin 2018, un total de 260 volontaires et experts de la coopération technique de la JICA ont été envoyés dans 21 pays pour s'attaquer au problème de l'eau et de l'assainissement dans son ensemble : de la construction, l'entretien et la gestion des puits dans les villages, au développement d'installations d'approvisionnement en eau dans les zones urbaines, en passant par l'eau potable, l'utilisation de toilettes et les campagnes de sensibilisation à l'assainissement [→ voir l'étude de cas ci-dessous et page 45].



Éthiopie : Projet de renforcement fonctionnel du Centre national de recherche et de formation sur le riz. (Photo : Abenezer Zenebe)

6. Aide à l'augmentation de la production de riz avec la CARD

L'objectif de doubler la production de riz en dix ans, de 2008 et 2018, annoncé lors de la TICAD IV, a été atteint. Cette réussite est le fruit de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), une initiative de la JICA lancée en collaboration avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). La production de riz a progressé de 14 millions de tonnes en 2008 à près de 28 millions de tonnes en 2018 [→ voir page 8].

La JICA apportera un soutien constant aux nouveaux engagements pris lors de la TICAD 7, en se basant sur les résultats des contributions aux engagements de la TICAD VI et sur l'élan suscité par la TICAD 7, afin de renforcer les liens de confiance entre l'Afrique et le Japon. Principalement à travers la promotion de l'innovation et la collaboration avec le secteur privé, la JICA s'efforcera de mettre en œuvre une coopération plus efficace et de former des partenariats plus larges.

Soudan du sud : Projet de renforcement des capacités de gestion de la Société des eaux urbaines du Soudan du Sud (phase 2)

Leçons de cas remarquables de construction de la nation

– Une technologie d'approvisionnement en eau qui transcende les frontières nationales et les continents



Ouganda : Le personnel de la SSUWC reçoit une formation pratique en matière de contrôle de la qualité de l'eau. (Photo publiée avec l'aimable autorisation de TEC International Co., Ltd.)

Dans le cadre de ce projet, le personnel de la Société des eaux urbaines du Soudan du Sud (South Sudan Urban Water Corporation ou SSUWC) a étudié l'amélioration des services d'approvisionnement en eau à travers des cas emblématiques du programme de formation pour les pays tiers.

Le Soudan du Sud est un pays jeune qui a obtenu son indépendance en 2011, et la SSUWC doit faire face à divers problèmes liés aux conflits internes du pays, notamment une maintenance et une gestion inappropriées des installations d'approvisionnement en eau et la multiplication des fuites d'eau.

Les participants de la SSUWC ont visité la Société nationale de gestion de l'eau et de l'assainissement,

en Ouganda, et l'Autorité d'approvisionnement en eau de Phnom Penh, au Cambodge, pour apprendre comment ces deux pays avaient surmonté les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Après la formation, la SSUWC a établi un plan de réforme et commencé à l'appliquer avec la certitude que le Soudan du Sud pourrait résoudre ses problèmes d'approvisionnement en eau avec le même succès que l'Ouganda et le Cambodge.

Ce programme de formation pour les pays tiers a été reconnu comme un exemple à suivre par les Nations unies et il a été inclus dans les *Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable – Vol. 2 (2018)*, publiées par le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud.